

Marco Rampazzo Bazzan
Université de Toulouse – Le Mirail (Toulouse 2)
France

Le devenir Afrique de Lumumba, Nkrumah et Sankara. Ou de l'importance de ressasser le passé contre le discours de Dakar

218

Résumé: *Cet article, issu d'une étude menée au sein du Groupe de Recherches Matérialistes, vise à critiquer la matrice idéologique neo-colonialiste du célèbre et controversé discours que Nicolas Sarkozy tint à Dakar en 2007. Les thèses de l'ancien Président de la République Française sont d'emblée reconduites aux stéréotypes colonialistes, puis déconstruites à partir de l'invitation à revenir sur cette page de l'histoire formulée par Makhili Gassama, ancien conseiller de Senghor. Tout en reconnaissant la complicité d'une grosse partie des politiciens africains dans le partage et saccage de leur continent et dans les guerres qui les traversent, l'article veut contrecarrer le discours de Sarkozy par les paroles de trois représentants les plus significatifs du pan-africanisme: Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba et Thomas Sankara. Ces trois hommes politiques ont dénoncé avec fermeté les intérêts économiques néo-coloniaux qui empêchent une véritable indépendance de l'Afrique. Il s'agit en outre de souligner que l'oblitération et le refoulement des souffrances provoquées par la colonisation au sein des pays de l'occident sont l'indice de l'acceptation par la majorité de leurs populations de l'état des choses en Afrique, qui est ainsi, en quelque sorte, naturalisé. Cette acceptation tacite constitue une condition fondamentale de la reproduction quotidienne du dispositif pacificateur de domination au sein du monde développé. Les maux de l'Afrique trouvent leur cause alors moins dans une attitude de l'homme africain que dans un système de domination économique et idéologique assuré par les institutions internationales tels que l'ONU, la Banque mondiale ou le FMI.*

Mots-clé: *Neo-colonialisme; Pan-africanisme; Kwame N'Krumah; Patrice Lumumba; Thomas Sankara; Dette; Sous-développement; Discours de Dakar; Indépendance de l'Afrique.*

Le devenir Afrique de Lumumba, Nkrumah et Sankara. Ou de l'importance de ressasser le passé contre le discours de Dakar. Mort, Lumumba cesse d'être une personne pour devenir l'Afrique toute entière, avec sa volonté unitaire, la multiplicité de ses régimes sociaux et politiques, ses clivages, ses discordes, sa force et son impuissance: il ne fut pas, ni pouvait être le héros du pan-africanisme, il en fut le martyr.

(Sartre, 1963: 57)

Il existe deux versions du discours que Nicolas Sarkozy tint à Dakar le 26 juillet 2007, la première est l'allocution effectivement prononcée à l'Université Cheikh Anta Diop, qui est disponible en ligne sur le site internet de l'Élysée, et la deuxième

est la version publiée le lendemain dans *Le Soleil*, le plus important quotidien sénégalais. Livrée à la presse par l'entourage du président de la République Française la version publiée par *Le Soleil* contient un passage qui sera finalement omis dans le discours effectivement prononcé: «Ce sont des Africains qui ont vendu aux négriers d'autres africains» (Gassama 2008: 10–11). Ce passage était probablement destiné à emphatiser l'argument principal de ce premier discours de l'ancien président dans le continent noir, à savoir que: «l'Afrique a sa part de responsabilité dans son propre malheur» (Sarkozy, internet). Dit autrement, depuis l'indépendance ce serait donc les africains qui seraient les véritables responsables de l'état des choses de leurs pays, à savoir: des guerres et des famines qui les traversent, du «sous-développement» et de la «dette» qu'ils accumulent toujours davantage vis-à-vis des pays industrialisés. Plaidant pour la reconnaissance de la «valeur civilisatrice» de la colonisation et de la «bonne foi» de beaucoup de colons, Sarkozy invite essentiellement à tourner la page: il n'est plus le temps pour les africains de «ressasser le passé», de «se plier à l'éternel retour», mais de construire un avenir prospère et commun aux européens, et enfin d'entreprendre ainsi la voie du progrès auquel l'Afrique se serait refusée jusqu'à présent. Il prône, à cette occasion, une «Euro-Afrique» bâtie sur «l'amitié» et la «fraternité» entre les deux continents afin de soigner et de surmonter les blessures de la colonisation. Il pense évidemment à des traités de coopération inégaux, assurant les bénéfiques et une position de force aux groupes industriels qui l'ont soutenu pendant la campagne (Bouygues, Bolloré¹ etc), et à de nouveaux outils pour arroser les clientèles des anciens ou des nouveaux «amis de la France» (Labarthe 2011). Son message se veut épochal, un message d'optimisme et de rupture, mais il n'est finalement qu'une réédition du pire paternalisme colonial, qui – oblitérant par là les souffrances et les ravages causés par le capitalisme de l'Hexagone – refuse la condition préalable à sa recevabilité: l'assomption des responsabilités de la France dans l'exploitation de l'Afrique. L'attitude de Sarkozy s'apparente ainsi fortement à l'auto-absolution du colonisateur décrite par Albert Memmi: le colonialiste se croit le «porteur des valeurs de la civilisation et de l'histoire», il croit accomplir une mission dans la mesure où il aurait «l'immense mérite d'éclairer les ténèbres infamantes du colonisé» (Memmi 1985: 94). «Le paternaliste est celui qui se veut généreux par delà, et une fois admis, le racisme et l'inégalité» (Memmi 1985: 94). La seule variation «sarkozienne» consiste dans l'annonce que finalement l'heure serait venue pour que «l'homme noir» prenne enfin en main son avenir parce que – selon Sarkozy,

219

Le problème de l'Afrique – permettez [dit-il] à un ami de l'Afrique de le dire –, il est là. Le défi de l'Afrique, c'est d'entrer davantage dans l'Histoire, c'est de puiser en elle l'énergie, la force, l'envie, la volonté d'écouter et d'épouser sa propre histoire. Le problème de l'Afrique, c'est de cesser de toujours répéter, de toujours ressasser, de se libérer du mythe de l'éternel retour, c'est de prendre conscience que l'âge d'or

1 Courage, internet.

qu'elle ne cesse de regretter ne reviendra pas pour la raison qu'il n'a jamais existé. Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance. Le problème de l'Afrique, c'est que trop souvent elle juge le présent par rapport à une pureté des origines totalement imaginaire et que personne ne peut espérer ressusciter.

220 Dans ce passage qui s'apparente vaguement à la critique de Fichte à l'état de nature de Rousseau dans la cinquième leçon sur la *Destination du savant* mais qui renvoie plutôt à un passage de *La Raison de l'histoire* d'Hegel², Sarkozy invite les jeunes africains à concilier les deux traditions qui les forgent, les composent et les clivent, c'est-à-dire la culture africaine et la culture occidentale, les traditions de leurs ancêtres et l'héritage colonial et «civilisateur». Sur la lancée de sa victoire à l'élection présidentielle de 2007, bâtie en grande partie sur la notion de «rupture», lorsqu'il s'adresse aux jeunes africains et aux élites culturelles et politiques du continent noir, Nicolas Sarkozy veut accomplir une de ses promesses de campagne (qu'il partage, par ailleurs, avec tous les autres candidats) celle de «en finir avec la Françafrique» – et il vise vraisemblablement à la remplacer par une «Euro-Afrique» solidaire, afin de tourner ainsi la page du clivage culturel fomentant le ressentiment et la haine et à initier ainsi une nouvelle étape de l'histoire de l'humanité. Comme le soulignait à juste titre Kwame Nkrumah, «le néo-colonialisme, comme le colonialisme avant lui, est une tentative d'exportations des conflits sociaux des pays capitalistes» et son succès conjoncturel peut, par conséquent, trouver sa mesure dans «l'élargissement de l'écart entre les nations riches et les nations pauvres» (Nkrumah 1965: 11). Les difficultés sociales de l'immigration des anciennes colonies sont évidemment un effet sur le long terme de cette politique. Mais Sarkozy décline les responsabilités françaises dans le «malheur» de l'Afrique seulement au passé, un passé qu'il ne faudrait plus ressasser selon l'ancien Président français. Or, il sera ici moins question de montrer la contradiction entre cet appel et les politiques mises en place par les gouvernements de droite française sous sa présidence contre l'immigration et l'intégration des ressortissants des anciennes colonies, ou pour la sauvegarde de l'identité nationale, que de cerner ce discours comme le symptôme de la profonde ignorance des héritiers de la colonisation vis-à-vis de l'histoire et des traditions africaines et des effets produits par cette ignorance sur l'état des choses actuel. La naïveté de la plupart des thèses soutenues à cette occasion par Sarkozy, – des thèses, rappelons-le, qui suscitent des réactions très variées dans les pays africains dans la mesure où il touche plusieurs thèmes en mélangeant des arguments paternalistes et volontaristes, – est d'autant plus embarrassante que ces thèses sont prononcées par le président d'un pays qui a largement contribué, et contribue toujours, au saccage

2 «L'Afrique serait "un monde anhistorique non développé, entièrement prisonnier de l'esprit naturel et dont la place se trouve encore au seuil de l'histoire universelle» (Hegel 1965: 269, cité in Hysecom et Sanogo 2009: 59).

et à l'exploitation de ses anciennes colonies³. Mais cette naïveté – autant arrogante que décomplexée – constitue également l'indice de l'urgence qu'il y a à revenir sur cette page de l'histoire, en particulier sur le passage à l'indépendance des pays africains dans la mesure où elle constitue une clef de lecture indispensable pour cerner les maux actuels de l'Afrique – et, par conséquent, les ambitions décrites par la recherche de voies africaines au socialisme et les causes de leurs échecs parce que les unes alimentent encore les mouvements d'émancipation en Afrique et les autres indiquent les difficultés objectives à y parvenir. La tâche de ressasser cette page de l'histoire – largement ignorée aussi bien en Europe qu'en Afrique, autant par ses détracteurs que par ses apologistes – s'impose alors parce que, loin d'être la faute d'un «homme noir» stéréotypé s'abandonnant au rythme cyclique de la nature, l'état des choses de l'Afrique, sa condition arriérée est bel et bien l'effet d'un système d'exploitation qui est à l'œuvre depuis des siècles et qui se reproduit chaque jour, en passant du colonialisme au néo-colonialisme c'est-à-dire par l'octroiement d'indépendances formelles à des Etats sortis de la partition coloniale occidentale et par l'oblitération des rapports de domination toujours en place qui déterminent et font perdurer la dépendance de l'Afrique⁴. Selon Kwame Nkrumah, «l'essence du néocolonialisme, c'est que l'Etat qui y est assujéti est théoriquement indépendant, possède tous les insignes de la souveraineté sur le plan international. Mais en réalité, son économie et, par conséquent, sa politique, sont manipulées de l'extérieur» (Nkrumah 1965: 9).

221

Comme le souligne à juste titre Makhily Gassama, ancien conseiller de Senghor et éditeur du volume collectif *L'Afrique répond à Sarkozy*, le problème réside alors moins dans la reconnaissance de l'implication et de la connivence de beaucoup de dirigeants africains avec les réseaux néo-coloniaux d'exploitation et de gaspillage de l'Afrique, que dans le fait que Sarkozy pointe du doigt les africains dans leur ensemble. Parlant de «l'homme noir» il affronte finalement le problème comme une question de «race» et de «civilisation». Ses propos sont d'autant plus intolérables et irrévérents qu'ils sont prononcés dans l'Université Cheikh Anta Diop, c'est-à-dire dans l'Université portant le nom de l'historien qui a le plus étudié l'origine africaine de la culture occidentale, tout en essayant par là de démonter à la racine l'argument du grand partage, c'est-à-dire du primat occidental face aux autres civilisations. Selon Kwame Nkrumah:

3 Ce discours a provoqué une mobilisation de beaucoup d'africanistes qui ont répondu à des appels à contribution lancés par des collègues en Afrique et en métropole. Nous rappelons le *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire coloniale à l'usage du président Sarkozy* paru chez la Découverte en 2009 sous la direction d'Adame Ba Konaré et *L'Afrique répond à Sarkozy* à l'initiative de Makhily Gassama publié aussi en 2009 chez la Fabrique.

4 Nkrumah définit A ce propos John Woods disait que «loin de favoriser le progrès, le gouvernement impérialiste a entraîné un *déclin* catastrophique au niveau de la vie du peuple africain» (Woods 1960: 55).

Il vaut la peine d'insister sur ces faits quand on évoque les prétextes par lesquels, plus tard, l'Europe devait justifier la colonisation en Afrique. Comme on estimait que les Chrétiens avaient la responsabilité d'arracher les Africains à la nuit païenne, on oublia les ravages de l'esclavagisme européen, on ignora les monstruosité dont s'accompagna la conquête. (Nkrumah 1963: 21)

222 De ce point de vue, on pourrait ajouter, au passage, que l'hommage rendu – comme premier acte en tant que président de la République – par François Hollande à Jules Ferry – c'est-à-dire à l'homme qui soutint, en 1885, que les races supérieures ont «le devoir de civiliser les races inférieures» – peut bien constituer l'indice que le changement annoncé ne concernera (ni maintenant, ni dans un futur proche) les véritables rapports néocoloniaux entre la France et l'Afrique. Suivant les codes du bon ton de l'alternance, nous ne verrons probablement changer que les visages des acteurs, mais le système de clientèles demeurera en place et se développera davantage par les voies habituelles: la corruption et la manipulation, les ingérences de tout type jusqu'à l'intervention armée, et cela afin de maintenir la mainmise de la France sur ses anciennes colonies africaines, l'état d'inégalité héritée par l'histoire sur lequel aucune discussion n'a droit à être véritablement posée.

En revenant aux réactions au discours de Dakar, Mikhaly Gassama rappelle comme, en revanche, les élites françaises ne perdent jamais l'occasion – et c'est le cas même de Sarkozy dans son discours – de ressasser l'histoire de la France, se vantant de la portée universelle des droits de l'homme qui est à la base de «leur» révolution comme si, en dépit des deux siècles qui se sont écoulés, ils en étaient les acteurs vivants et non pas, plus modestement, de simples héritiers au même titre de beaucoup d'autres principalement non-français. Dit autrement, ces élites s'arrogent avec arrogance le monopole idéologique des droits de l'homme au nom de la «grandeur» ou de «l'exception française» qui soutient les discours de presque toutes les forces politiques de l'Hexagone, du Front National au Front de Gauche. Nous assistons encore aux résultats des efforts des historiens de la IIIe République:

qui se sont surpassés dans la production de discours qui ont donné à l'impulsion à la poussé impérialiste en créant le mythe de l'Etat-nation, l'idéologie d'une France grande et généreuse, modèle du monde. L'enjeu, pour l'instituteur de l'école de Jules Ferry était de cultiver l'amour de la patrie, de former des «soldats de la République», faute de quoi, il aurait perdu son temps. (Hysecom et Sanogo 2009: 29)

Nous savons cependant que la Marseillaise était chantée déjà peu après la révolution également par les jacobins noirs de Saint-Domingue en lutte pour leur liberté contre les troupes d'occupation envoyées par la République et par Napoléon. Cependant le ressassement perpétuel de cette histoire constitue la base idéologique

de l'insolence des élites de l'Hexagone «que rien ne justifie de nos jours, arrogance qui surprend et dérange toujours l'interlocuteur ou le partenaire» (Gassama 2008: 15). Tout en assumant alors la co-responsabilité des politiciens africains dans la division du continent et dans les guerres qui en retardent le développement, Gassama insiste sur la nécessité de «ressasser le passé» africain, c'est-à-dire d'apprendre, de s'appropriier et de transmettre la leçon que nous ont donné les hommes politiques les plus vaillants du continent noir. Il cite à titre d'exemple les noms de: Kwame Nkrumah, «le pan-africaniste intransigeant», qui sera chassé de son pays comme un bandit; de Patrice Lumumba «immolé comme un agneau de sacrifice pour le bien-être de la nation colonisatrice» du Congo et de Thomas Sankara «qui a payé par le sang son amour» pour le Burkina Faso et l'Afrique; «ainsi que la haine implacable envers l'œuvre destructrice de ses aînés» (Hysecom et Sanoogo 2009: 29). Il s'agit à coup sûr de trois hommes qui ont fait preuve du plus de cohérence dans la lutte pour une véritable indépendance politique, économique et idéologique de leurs pays; de trois dirigeants africains qui ont compris avec le plus de lucidité que seule la solidarité entre les nouvelles nations indépendantes pouvait leur assurer la fin du joug colonial. Ils ont ainsi constitué de véritables menaces pour les équilibres géopolitiques dans la région, ce qui a permis aux représentants des intérêts économiques néo-coloniaux de trouver aisément des alliés parmi les élites locales afin de les éliminer de la scène politique et de les remplacer par des «gouvernements amis» des pays occidentaux. A ce sujet, Fanon dénonçait à juste titre que «le grand succès des ennemis de l'Afrique, c'est d'avoir compromis les Africains eux-mêmes» (Fanon 2006: 215). Mais loin d'en conclure comme Nicolas Sarkozy que cette attitude serait spécifiquement «africaine» et qu'elle donnerait la mesure d'après laquelle l'ancienne métropole serait appelée aujourd'hui à achever la tâche civilisatrice (une tâche que par ailleurs elle n'a pas honte d'assumer), nous croyons que l'oblitération et le refoulement des souffrances provoquées par la colonisation sont plutôt l'indice de l'acceptation par la majorité des populations de l'Occident de l'état des choses en Afrique, qui est ainsi, en quelque sorte, naturalisé – et que cette acceptation tacite constitue une condition fondamentale pour la reproduction quotidienne du dispositif pacificateur de domination basé sur le saccage des ressources africaines.

223

Kwame Nkrumah s'attaque à l'argument de la supériorité de la civilisation occidentale en soulignant que l'élargissement de l'écart économique entre nord et sud ne se fonde que sur l'exploitation:

la véritable explication de la lenteur du développement industriel en Afrique réside dans la politique de la période coloniale. Pratiquement toutes nos ressources naturelles sans parler du commerce, de la navigation, de la banque, de la construction, etc. sont tombées et restées dans les mains d'étrangers cherchant à enrichir les capitalistes de leurs pays et soucieux de freiner l'initiative économique locale. (Nkrumah 1964: 41)

224 Par ce biais il veut démasquer la stratégie néo-coloniale. La véritable indépendance reste une chimère car, avant de partir de leurs colonies, les puissances coloniales ont fait «des efforts surhumains pour créer des schismes et des rivalités qu'elles espèrent exploiter ensuite» (Mkumah 1964: 78) Leur seul but est d'affaiblir les nouveaux Etats, de nourrir les rivalités inter-africaines (entre clans, régions, ethnies et états) et de soutenir les politiciens qui garantissent la tutelle des intérêts économiques de la métropole et des multinationales – parce que beaucoup d'africains «s'entretuent» avec les armes livrées de façon intéressée par les puissances occidentales – . La devise de l'impérialisme néo-colonial est, par conséquent, «diviser pour régner». Pour Proudhon, «*divide et impera*» veut simplement dire «divise et tu régneras; divise, et tu deviendras riche; divise, et tu tromperas les hommes, et tu éblouiras leur raison, et tu te moqueras de la justice» (Proudhon 1841: 124). *Divide et impera* est le principe de fonctionnement des ennemis, ou des faux amis de l'Afrique. La réponse devrait être l'union des forces pour une véritable indépendance, pour cette raison aussi Fanon rejoignait la thèse panafricaniste de Nkrumah et Lumumba, selon laquelle la révolution africaine ne pouvait se concrétiser que par une action parallèle et coordonnée dans les différentes nations.

Dans ses discours et allocutions, Patrice Lumumba dénonce sans cesse et veut conjurer avec lucidité la fragmentation de son pays et du continent. Le 22 mars 1959, par exemple, dans son intervention au séminaire international d'Abidjan consacré à l'Unité africaine et l'indépendance nationale, il souligne que les divisions sont alimentées par les puissances coloniales et constituent «un suicide» pour l'Afrique. Il veut ainsi «attirer l'attention de tous qu'il est hautement sage de déjouer; dès le début, les manœuvres possibles de ceux qui voudraient profiter de nos rivalités politiques apparentes pour nous opposer les uns aux autres et retarder ainsi notre libération du régime colonialiste» (Van Lierde 1963: 25). Il invite même à se méfier de certaines revendications démocratiques venant du camp indépendantiste dans la mesure où «l'expérience démontre que dans nos territoires africains, l'opposition que certains éléments créent au nom de la démocratie, n'est pas souvent inspirée par le souci du bien général, la recherche de la gloire et des intérêts personnels en sont le principal, si pas l'unique mobile». (Van Lierde 1963: 25).

L'arme de Lumumba est son habilité oratoire, sa facilité à gagner à sa cause les assemblées auxquelles il adresse ses discours. Sa parole est «africaine» dans sa franchise qui semble s'approprier l'authentique tradition du *maât* de l'ancienne Égypte là où «penser et agir en *maât* signifie «dire la vérité», pratiquer la justice et éviter l'injustice» (Fonkoué 2009: 78). Sa parole se révèle d'autant plus étrangère aux oreilles des politiciens et des industriels européens – et donc menaçante pour leurs intérêts – qu'elle s'approprie avec une franchise inhabituelle et finalement irrecevable pour l'Occident, les principes des droits de l'homme, tout en les retournant contre les contradictions des gouvernements des puissances coloniales

vis-à-vis des valeurs fondant leurs démocraties. «Nous sommes partisans de l'amitié entre races, mais l'Occident – dit-il – doit répondre à notre appel» (Van Lierde 1963: 27). Comme souligne Sartre,

[Lumumba] explique la situation du Congo par des références constantes à la Révolution française, à la lutte des Pays-Bas contre les espagnols. Et bien entendu, il y a dans ces allusions quelque chose comme un argument *ad hominem*: comment pourriez-vous, Blancs, empêcher les Noirs de faire ce que vous avez fait?

Adoptant cette stratégie persuasive, pendant les mois durant lesquels il fut le premier ministre du Congo indépendant, Lumumba fait appel aux Nations-Unies – et aux États-Unis – pour contrer la sécession de la riche région du Katanga sous le guide Tschombé et sous l'égide de l'armée belge, qui intervient seulement quelques jours après la déclaration d'indépendance. Dans une conférence de presse aux États-Unis Lumumba déclare que:

la situation au Katanga est un coup préparé minutieusement depuis quelques mois par le gouvernement belge. On se sert de M. Tshombé comme instrument de propagande, comme un paravent, parce que l'intention de la Belgique, c'est d'avoir l'Union Minière, c'est d'avoir la main mise sur notre pays. (Van Lierde 1963: 266)

225

Au nom du peuple congolais il demande au secrétaire général des Nations-Unies d'abord «que les troupes belges quittent immédiatement le territoire» du Congo et qu'elles soient remplacées par un contingent de casques bleu parce que «tant que les troupes belges resteront au Congo pour poursuivre leur action, leur agression, il n'y aura pas de paix au Congo». Et puis – une fois constaté que les casques bleus ne défendent pas l'indépendance mais les ingérences belges – que les casques bleus non-africains quittent le territoire. Cette demande prouve qu'il a bien compris que les forces étrangères veulent l'éliminer pour empêcher la constitution d'un Congo multi-ethnique tel qu'il l'imagine. Mais tous ses efforts pour en défendre l'unité seront vains. Lumumba refuse la fragmentation de son pays comme de l'Afrique, et lutte avec acharnement contre toute tentative de sécession. Tout comme Nkrumah, il sait qu'«à moins que les petites nations ne puissent s'unir, elles doivent être contraintes de vendre leurs matières premières à des prix dictés par les pays développés et d'acheter les produits manufacturés à des prix fixés également par eux» (Nkrumah 1965: 13) et que, par conséquent, un Congo véritablement libre du joug (néo-)colonial et uni pourrait déclencher et soutenir des luttes de libération dans l'Afrique australe (de l'Angola à l'Afrique du Sud) où règnent les pires régimes ségrégationnistes, donnant ainsi le jour à la construction de l'unité politique du continent noir. Lumumba refuse la terreur jacobine et prône sans

hésiter la non-violence. Il assume plus ou moins consciemment l'option du martyr⁵, de devenir un exemple pour l'avenir africain.

Ne suivant Lénine en réalité qu'en ceci, Lumumba revendique le droit à l'auto-détermination de tous les peuples colonisés, il fait appel à maintes reprises à la charte de l'ONU, qui le reconnaît. Sous sa présidence, l'Assemblée générale du Mouvement National Congolais adopte ainsi le 6 septembre 1959 une résolution contre la transition à l'indépendance imposée par l'État belge, qui prévoyait que dans les premières élections législatives pour les nouvelles assemblées provinciales, 40% des députés soit nommés par l'ancienne colonie. Cela veut dire pour Lumumba que «Le Gouvernement belge veut donc constituer un gouvernement fantoche sur lequel il aura la mainmise» (Van Lierde 1963: 72). Dans sa résolution le MNC affirme que:

226

Attendu que l'indépendance du Congo fut reconnue par les puissances internationales en 1885 et que celle-ci est fêtée le 1^{er} juillet de chaque année.

Attendu que le Congo n'est pas une colonie belge mais un État indépendant, ayant son drapeau propre et qui fut arbitrairement privé de la jouissance de sa souveraineté après la mort du roi Léopold II en 1908 [...]

la présente motion est votée conformément aux stipulations de l'article 73 de la Charte de Nations Unies dont la Belgique est signataire (Van Lierde 1963: 68).

Selon Sartre «l'Unité du Congo réclamait une dictature. Celle du prolétariat, mal éclairé, mal instruit par ses représentants, n'était même pas concevable, il fallait donc qu'un petit bourgeois s'emparât contre tous du pouvoir» (Sartre, 1963: 50). Mais Lumumba, le «Robespierre noir» ou «africain», était allé à l'école non-violente de Gandhi et de Martin Luther King. Ce choix est conforme – pour Sartre – à son appartenance de classe (les évolués) et à l'idéal universel qu'elle professe. Lumumba a reçu une éducation à l'euro-péenne. Ancien fonctionnaire de la poste, il devient le leader charismatique du Mouvement National Congolais. Fusionnant en lui les deux cultures, africaine et occidentale, la parole de Patrice Lumumba interpelle les deux publics sans qu'il ait la nécessité de tenir un double discours. Et son discours unitaire et intransigeant qui a souvent été taxé de «simpliste» et naïf par ses détracteurs résulte d'une efficacité frappante au service d'une nouvelle alliance pour le progrès et le développement véritables. Son point faible est la difficulté de toucher les masses paysannes. La classe des évolués, pour Sartre, était destinée à commettre la même erreur que la bourgeoisie française pendant la Révolution: «en face d'un prolétariat sans organisation, aux revendications confuses et d'une

5 Une fois séquestré avec la complicité de Tschombé; les agents secrètes belges l'assassinent et en détruisent le corps avec de l'acide, perpétrant et cachant ainsi un de plus infâmes meurtres de l'histoire.

paysannerie dont elle est issue et dont elle croit connaître les aspirations elle se prend pour la classe universelle» (Sartre, 1963: 29). La seule différenciation qu'acceptent les évolués est celle de la culture, de là leur volonté de faire sortir leurs frères de l'analphabétisme. Lumumba est guidé par un idéal universel: «Il veut rendre aux sous-hommes de l'exploitation coloniale leur humanité natale» (Sartre, 1963: 35).

Nous voyons bien alors que Patrice Lumumba est bel et bien le produit du métissage des cultures européenne et africaine, plaidé par Sarkozy. Mais à la différence de ce dernier, il construit pragmatiquement des lignes de démarcation qui traversent aussi bien les anciennes colonies que les puissances colonisatrices, les blancs comme les noirs. Il dénonce sans cesse l'attitude de l'État belge qui veut défendre ses intérêts au détriment du bien-être de la population congolaise. Son but est de surmonter le clivage colon/colonisé; créer des solidarités entre Afrique et Europe, entre blancs et noirs, de réunir toutes les forces disponibles en faveur d'un véritable changement des rapports de force dans les anciennes colonies. Son ambition est de constituer une alliance entre les forces progressistes dans la métropole et les mouvements d'indépendance dans les anciennes colonies afin d'établir des rapports d'amitié, c'est-à-dire un front de lutte en faveur d'une collaboration véritable entre égaux et non plus comme subalternes. Ses voyages dans son pays ravagé par la souffrance et les ruses du gouvernement belge lui ont fait progressivement abandonner le rêve de la communauté belgo-congolaise qu'il prônait au début. Dans sa conférence à Présence Africaine à Bruxelles le 25 avril 1959 intitulée «Le Congo de demain» il dénonce une fois de plus l'attitude des autorités belges:

227

Nous voulons avoir aujourd'hui l'indépendance de notre pays. Nous voulons avoir aujourd'hui la direction de notre pays pour que nous pussions, sur un pied d'égalité, établir des accords entre la Belgique indépendante et le Congo indépendant et ainsi on peut entretenir l'amitié des deux peuples. [...] Nous voulons réaliser l'indépendance dans l'union de tous. Nous voulons que les Belges cessent cette politique de division. Il faut qu'ils nous comprennent et qu'ils se mettent à nos côtés.

C'est alors l'attitude de la Belgique qui déterminera le type de rapports après l'indépendance. Lumumba insiste sur le fait que le Congo a besoin de la Belgique et qu'il n'est pas question de déposséder les citoyens belges de leurs propriétés: «nous avons besoin de l'apport financier, technique et scientifique de l'Occident en vue du rapide développement économique et de la stabilisation de nos sociétés» (Van Lierde 1963: 28) Le mouvement de libération ne s'oppose pas à l'Occident, à un «homme blanc» stéréotypé, mais se dresse consciemment contre la domination et l'exploitation, et contre l'action de celles et ceux qui en permettent la reproduction:

Le Mouvement National Congolais n'est pas un mouvement anti-blanc. Il n'est pas non plus raciste [...] mais il est bien entendu que nous ne pouvons pas accepter les opportunistes ou des espions qui viendraient là uniquement pour noyauter le mouvement. (Van Lierde 1963: 46)

Il est ainsi clair que l'ambition du MNC d'améliorer les conditions des classes laborieuses ne pourra se réaliser «tant que nous avons la puissance coloniale qui rafle tous les bénéfices» (Van Lierde 1963: 51). Lumumba lutte pour une pleine indépendance politique, préalable à la construction d'une indépendance économique. «La solidarité africaine doit se concrétiser aujourd'hui dans les faits et dans les actes. Nous devons former un bloc pour prouver au monde notre fraternité» (Lumumba 1959: 17) – dit-il à ses camarades.

Chez Thomas Sankara, on retrouve la même conviction et la même cohérence. Le 29 juillet 1989, à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), par exemple il dénonce que:

228

la dette sous sa forme actuelle est une reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des papiers, à des normes qui sont totalement étrangers, faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier – c'est-à-dire l'esclave tout court – de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. On nous dit de rembourser la dette. Ce n'est pas une question morale. Ce n'est point une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou ne pas rembourser (Sankara 2007: 238).

Or le 17 novembre 1986, lors de la réception officielle pour François Mitterrand, il rappelait à son hôte que les burkinabés (c'est-à-dire «les hommes intègres» – comme Sankara avait voulu rebaptiser les citoyens de son pays) n'avaient pas compris pourquoi la France avait accueilli «des bandits comme Jonas Savimbi» qui avait guidé la guérilla contre le gouvernement pro-communiste appuyé par l'URSS et Cuba, du MPLA – Mouvement Populaire pour la libération de l'Angola – et qui s'était fait connaître pour les atrocités contre ses adversaires; ou «des tueurs comme Pieter Botha» qui en qualité de Président de l'Afrique du Sud avait réprimé dans le sang les protestations des populations noires en déclenchant des sanctions même de la part des Nations Unies. Les burkinabés n'ont pas compris comme ces personnages «ont eu le droit de parcourir la France, si belle et propre. Ils l'ont taché de leur mains et de leurs pieds couverts de sang» (Sankara 2007: 348). Avec ce discours il invitait François Mitterrand à prouver qu'il était à la hauteur de ses allocutions, avant et juste après son élection à la Présidence de la République Française:

[...] parlant du droit des peuples – thème que vous est cher – nous disons que nous avons écouté, apprécié les appels que vous avez lancés et que vous avez répétés après mai 1981. Nous suivons et apprécions aussi chaque jour les actes comme ils sont posés. La France est engagée avec les autres peuples du monde dans la lutte pour la paix et c'est pourquoi à l'heure que nous nous rencontrons aujourd'hui, il convient de rappeler que d'autres ailleurs ignorent – et pour combien de temps? – cette paix. (Sankara 2007: 347)

Et il l'invitait pour être cohérent à intervenir pour la paix au Nicaragua, dans le conflit entre Iran et Iraq, pour la paix en Palestine et en Afrique du Sud, en Angola, au Tchad... «nous sommes tout à fait disposés à tendre la main, à prêter notre concours à qui nous le demandera, pour peu que le combat que nous devons mener soit un combat que nous rappelle la France de 1789» (Sankara 2007: 150), c'est-à-dire de la France qui proclame les droits universels. Tout en voulant continuer à s'adresser plutôt à l'homme qu'au président, Sankara demande à Mitterrand de continuer à dénoncer, comme il l'a déjà fait à maintes reprises, les problèmes de dette et du développement des pays africains

parce qu'aujourd'hui nous sommes victimes des erreurs, des conséquences des autres. L'on veut nous faire payer doublement des actes pour lesquels nous n'avons pas été engagés. Notre responsabilité n'a été nullement engagée dans des prêts, ces endettements d'hier. Ils nous ont été conseillés et octroyés dans des conditions que nous ne connaissons plus. Sauf qu'aujourd'hui, nous devons subir et subir. (Sankara 2007: 150)

229

Sur la même ligne Nkrumah soutenait que «l'aide est [...] pour l'état néo-colonial, simplement un crédit doué d'un mouvement de va et vient, payé par le maître néo-colonialiste, passant par l'Etat néo-colonial, et revenant au maître sous forme de bénéfices accrus» (Nkrumah 1965: 14).

Tout comme Lumumba, Sankara veut parler avec «un langage de vérité, une vérité qui est peut-être directe et entachée de verneur, mais une vérité qui s'accompagne d'une sincérité que l'on ne retrouve pas ailleurs». Quant à elle, «la France a été habituée à des langages parfois de valets locaux du néocolonialisme. Dans ces conditions, elle ne peut pas comprendre qu'il en ait qui veulent pas être dans les rangs» (Nkrumah 1965: 141). Tout comme Lumumba, Sankara revendique alors une position de partenariat égalitaire avec l'ancienne puissance colonisatrice: «L'amitié entre le Burkina Faso et tout autre pays est une amitié qui est conditionné au respect de notre souveraineté, de nos intérêts et qui nous oblige à respecter notre partenaire» (Nkrumah 1965: 142). Tout comme Lumumba, Sankara payera sa cohérence et son panafricanisme. La logique de la défense des intérêts et des avantages de divisions au sein du continent noir sera plus forte que la solidarité des amis africains. L'argent des réseaux français fomenta la corruption même de l'entourage proche: dans le cas de Sankara ce fût son bras droit Blaise Campaoré, qui le trahira. Et n'oublions pas que ce dernier, encore à la tête du pays, a récemment reçu la visite de Ségolène Royal. La règle d'or pour la défense des intérêts néo-coloniaux est la stabilité politique. Le néo-colonialisme nécessite que les rapports de force locaux soient favorables aux intérêts du capitalisme international. L'expérience du Congo à l'époque de Lumumba demeure emblématique du *modus operandi* néocolonial. Dans son *Néo-colonialisme dernier état de l'impérialisme* Kwame Nkrumah l'élucide ainsi:

le 30 juin 1960, lorsque le Congo devint indépendant, commença ce que les historiens considéreront sans doute comme le chapitre le plus complexe et le plus troublé de son histoire et de celle de l'Afrique tout entière. En l'espace de quelques semaines, on assista à la disparition de la loi et de l'ordre lorsque les soldats de la force publique, déçus de voir que l'indépendance n'entraînait pas une amélioration immédiate de leur situation, prirent les armes, arrêtaient les officiers blancs et les sous-officiers et, finalement, se dispersèrent en bandes révoltées. C'est à ce moment-là que les événements qui devaient conduire à la sécession du Katanga commencèrent, sous l'impulsion de Moïse Tschombé, avec l'aide des conseillers belges. La nouvelle république du Congo fut amputée et paralysée par le désordre et l'insécurité. (Nkrumah 1965: 217)

230

Lumumba avait dénoncé avec lucidité que la sécession du Katanga était «un coup préparé minutieusement depuis quelques mois par le gouvernement belge» et qu'on se servait de Tschombé «comme instrument de propagande, comme un paravent, parce que l'intention de la Belgique c'est d'avoir l'Union Minière, c'est d'avoir la main-mise sur notre pays» (Van Lierde 1963: 266). Si toute l'attention s'était orientée sur les circonstances de la mort de Lumumba et sur la guerre civile qui se déclencha après, dans son ouvrage Kwame Nkrumah veut revenir plutôt sur «les aspects économiques qui ont été ébruités par la tragédie congolaise» (Nkrumah 1965: 201). L'Union minière du Katanga «a été depuis l'indépendance du Congo, la pierre d'achoppement entre le gouvernement du pays et la province sécessionniste du Katanga. En majorité entre les mains de petits actionnaires, elle est en fait contrôlée par des financiers belges et britanniques» (Nkrumah 1965: 203). Dans son discours à l'assemblée nationale du Ghana, le 22 mars 1965 Nkrumah relate ainsi la situation au Congo:

au cours de cinq années qui ont précédé l'indépendance, la sortie des capitaux vers la seule Belgique a atteint 464 million de livres [...] Quand Lumumba a pris le pouvoir, tant d'argent avait été retiré du Congo que le déficit national se soldait à 40 millions des livres. On dit maintenant à Tschombé que le Congo a une dette extérieure de 900 millions de dollars. [...] Imaginez-vous ce que ces sommes auraient représenté pour la prospérité et le bien-être du Congo.

Or, Nkrumah conteste le fait que «ce chiffre est absolument arbitraire – il revient à une exploitation basée sur un colonialisme pur.» Et de façon paradoxale «pour aider Tschombé» – alors premier Ministre du gouvernement, – «les Monopoles ont décidé que sur cette dette imaginaire de 900 millions, 250 millions seulement devraient être payés!» (Nkrumah 1965: 204–5). Mais, comme le revendiquait Sankara, il faut distinguer l'aide qui sert à l'installation du néo-colonialisme de l'aide véritable pour le développement. «L'aide doit aller dans le sens du renforcement

de notre souveraineté et ne pas porter atteinte à notre souveraineté» expliquait-il lors d'une conférence de presse qui eût lieu à Ouagadougou au lendemain des célébrations du premier anniversaire de la révolution burkinabée le 6 août 1984. Dans cette perspective «l'aide doit aller dans un sens qui consiste à détruire l'aide. Toute aide qui assassine l'aide est la bienvenue au Burkina Faso» tandis que «de toute aide qui crée une mentalité d'assisté nous seront dans l'obligation de nous départir» (Sankara 2007: 134). Déjà à cette date il avait compris que

la France de mai 81 reprend pratiquement les mêmes chemins que les régimes précédents. Elle se trouve aussi face aux mêmes interlocuteurs représentants de tel ou tel groupe en Afrique. La France d'aujourd'hui n'est pas différent de la France d'hier. C'est pourquoi nous qui sommes en train d'exprimer, de traduire une nouvelle réalité africaine, nous ne sommes pas compris. Et peut-être même que nous dérangeons un peu la mère tranquille des relations franco-africaines». (Nkrumah 1965: 140)

Leurs discours sont porteurs d'une parole de vérité intolérable pour les garants des équilibres géopolitiques qui s'engagent à les faire taire à jamais. Dans les deux cas, la liquidation passe par la trahison de la confiance de certains membres de leur entourage proche, se présentant ainsi comme un destin inéluctable. L'assomption de leur dimension de martyres des indépendances font qu'ils sont considérés, aujourd'hui encore, comme les icônes par des jeunes africains qui se révoltent contre l'état des choses. Lumumba devint à l'époque également une icône des mouvements de contestation en Occident, qui étaient particulièrement réceptifs à ses dénonciations des ruses de la *Realpolitik* des démocraties occidentales pour étouffer le souffle des mouvements de libération, au point de leur permettre de solidariser théoriquement et politiquement leurs luttes⁶. Aujourd'hui, ces figures sont revendiquées à juste titre par beaucoup de jeunes africains pour lesquels elles représentent des «prophètes de l'avenir». Empruntant l'expression à Jean Duvi-gnaud (qui l'utilise par rapport aux survivants de la Commune), Jean Ziegler définit Lumumba, Nkrumah et Nasser comme des «ancêtres de l'avenir» c'est-à-dire des hommes capables de produire une véritable «rupture épistémologique» avec le passé. Il se réfère en l'occurrence à *Les Débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire* où Max Horkheimer

montre comment, à travers la rupture épistémologique avec le monde féodal, Giovanni Batista Vico, Niccolo Machiavel et Thomas Hobbes ont créé un imaginaire nouveau, élaboré une justice exigible, des contenus de conscience autres, qui devaient alimenter, deux siècle plus tard, la lutte concrète, matérielle, de la libération des peuples européens (Ziegler, 1980: 63)

6 Voir Bazzan 2012.

232

les «ancêtres de l'avenir» africain rompent avec le colonialisme et l'idéologie soutenant «le grand partage», et luttent contre les formes néo-coloniales d'exploitation. Par la nationalisation du Canal de Suez en 1956, Nasser est celui qui gagne le premier bras de fer contre les anciennes puissances coloniales, notamment la France et la Grande-Bretagne, et ouvre la voie aux nationalisations dans le tiers-monde (celle du cuivre au Chili en 1971 ou celle du pétrole en Irak en 1972); Nkrumah est le théoricien «le plus puissant de la libération continentale et il fait (en 1957) du Ghana le premier territoire libéré d'Afrique noire» (Ziegler, 1980: 63). Lumumba «arrache à la domination étrangère tout l'immense bassin congolais qui s'étend à la lisière de l'Afrique australe sous domination blanche» (Ziegler, 1980: 63) et il veut ainsi poser une pièce maîtresse vers la constitution des Etats-Unis d'Afrique. Pour Yves Benot: «Les théoriciens de l'indépendance l'avaient pensé comme une condition nécessaire de l'unité africaine et de la marche du continent vers le socialisme» mais «ceux qui obtiennent l'indépendance vers 1959-1960 à leur profit, sauf trois ou quatre exceptions dont Lumumba, vite assassiné, dissocient ces trois notions, et se satisfont d'une indépendance qui n'est plus qu'une adaptation du système de dépendance à une situation historique nouvelle» (Benot 1969: 112). Les «ancêtres de l'avenir» constituent alors des exceptions à la politique adoptée par la plupart des dirigeants africains. La fidélité à l'esprit de la Conférence panafricaine des peuples – qui eut lieu à Accra en 1958 – constitue le fil rouge de leur action. Pour Lumumba cette conférence «marque une étape décisive vers la pleine affirmation de la personnalité africaine, vers l'unité totale de tous les peuples frères de notre continent» (Van Lierde 1963: 16). A son retour à Léopoldville, il déclare que «la conférence a formulé et proclamé la philosophie du Pan-africainisme» et qu'elle «a indiqué dans le même ordre d'idées les voies de la révolution pacifique africaine» (Van Lierde 1963: 14). Elle s'est fixée comme but de formuler des projets concrets, de définir les tactiques et la stratégie de cette révolution par rapport au colonialisme et à l'impérialisme, au racisme et aux lois et pratiques discriminatoires, au tribalisme et au séparatisme religieux; à la position de la chefferie sans le régime colonial et dans une société libre.

Le souffle libérateur qui traverse actuellement toute l'Afrique ne laisse pas le peuple congolais indifférent. La conscience politique qui, jusqu'à ces derniers moments, était latente, se manifeste, s'extériorise et s'affirmera davantage dans les mois à venir... Cette conférence historique [...] nous révèle une chose: malgré les frontières qui nous séparent, malgré nos différences ethniques, nous avons la même conscience [...] Les mêmes soucis de faire de ce continent africain un continent libre, heureux, dégagé de l'inquiétude, de la peur et de toute domination colonialiste (Van Lierde 1963: 11-12)⁷.

7 Cité également en Y. Benot, *op. cit.* p. 105.

La lutte de Lumumba contre le projet fédéraliste de l'Abako du président Kasavubu et pour l'unité du Congo, s'inscrit dans le projet des Etats-Unis d'Afrique dont le premier jalon a été posé avec la fusion entre Ghana et Guinée en 1958.

Juste avant la déclaration d'indépendance, après avoir injustement passé plusieurs semaines en prison parce que le Gouverneur l'avait accusé d'avoir fomenté des désordres, Lumumba réitère que l'objectif du MNC est «l'indépendance immédiate du Congo, la constitution des Etats-Unis d'Afrique, la coopération économique avec tous les pays amis» (Van Lierde 1963: 74). Par là, le MNC adresse un appel à «tous les pays libres et adversaires de l'esclavage afin qu'ils soutiennent la cause du peuple congolais» (Van Lierde 1963: 74)

Sa parole s'oppose encore aujourd'hui à l'arrogance du discours de Sarkozy. Les clivages à la base des différents discours tenus le jour de l'indépendance du Congo demeurent d'actualité. Le 30 juin 1962, le roi Baudouin 1er soutient dans son allocution que: «lorsque Léopold II a entrepris la grande œuvre qui trouve aujourd'hui son couronnement, il ne s'est pas présenté à vous en conquérant mais en civilisateur». Selon le roi, la Belgique a introduit au Congo la civilisation, à savoir:

233

Le Congo a été doté de chemins de fer, de routes, de lignes maritimes et aériennes qui, en mettant vos populations en contact les unes avec les autres, ont favorisé leur unité et ont élargi le pays aux dimensions du monde. Un service médical, dont la mise au point a demandé plusieurs dizaines années, a été patiemment organisé et vous a délivré de maladies combien dévastatrices. Des hôpitaux nombreux et remarquablement outillés ont été construits. L'agriculture a été améliorée et modernisée. De grandes villes ont été édifiées et, à travers tout le pays, les conditions de l'habitation et de l'hygiène traduisent de remarquables progrès. Des entreprises industrielles ont mis en valeur les richesses naturelles du sol. L'expansion de l'activité économique a été considérable, augmentant ainsi le bien être de vos populations et dotant le pays de techniciens indispensables à son développement.

On oublie souvent que les infrastructures ont été bâties pour servir les intérêts économiques occidentaux et non pas le développement des anciennes colonies. Puis le roi assume un ton paternaliste en prévenant les congolais des dangers qu'ils pourraient rencontrer en se gouvernant par eux-mêmes, et leur offre la disponibilité de la Belgique pour conseiller les futurs dirigeants et former les futurs techniciens et cadres⁸. Tout comme Sarkozy, il souhaite une collaboration étroite entre les deux continents tout en oubliant les ravages de la colonisation:

⁸ Albert Sarraut Secrétaire d'Etat aux colonies en 1923, avait déclaré: «à quoi bon embellir la vérité? Au départ, la colonisation ne fut pas un acte civilisateur et ne releva pas d'un désir de civiliser» (Cité in Nkrumah 1963: 38).

L'Afrique et l'Europe se complètent mutuellement et sont appelées, en coopérant, au plus brillant essor. Le Congo et la Belgique peuvent jouer un rôle de première grandeur par une collaboration constructive et féconde, dans la confiance réciproque. Messieurs, Le monde entier a les yeux fixés sur vous. À l'heure où le Congo choisit souverainement son style de vie, Je souhaite que le peuple congolais conserve et développe le patrimoine des valeurs spirituelles, morales et religieuses qui nous est commun et qui transcende les vicissitudes politiques et les différences de race ou de frontière.

Les points d'unité des deux discours est frappante: éloge de la mission civilisatrice de la colonisation, paternalisme et oblitération des souffrances de la population colonisée et de l'exploitation des terres et des peuples africains.

Le discours du président Kasavubu qui prend la parole après Baudouin représente quant à lui l'attitude servile de plusieurs gouvernants africains pendant les dernières décennies:

234

La Belgique a eu alors la sagesse de ne pas s'opposer au courant de l'histoire et, comprenant la grandeur de l'idéal de la liberté qui anime tous les cœurs congolais, elle a su, fait sans précédent dans l'histoire d'une colonisation pacifique, faire passer directement et sans transition notre pays de la domination étrangère à l'indépendance, dans la pleine souveraineté nationale.

Effectivement le Congo avait obtenu son indépendance sans une guerre de libération – fait qui, selon Sartre, détermine la fragmentation qui s'en suit. Mais nous avons vu, par les paroles de Lumumba, que l'indépendance était loin d'être entière. Jean Van Lierde, témoin directe de la cérémonie, raconte que pendant ces deux allocutions, Lumumba n'arrête pas de retravailler ses notes. Le cérémoniel ne prévoyait aucune allocution du premier Ministre. Cependant, après le discours de Kasavubu, Lumumba se lève et prend la parole, s'adressant aux Congolais et Congolaises, aux «Combattants de l'Indépendance aujourd'hui victorieux»:

Cette Indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise (applaudissements), une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang.

Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force. Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour

que nous puissions le chasser de notre mémoire. Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers.

Nous allons mettre fin à l'oppression de la pensée libre et faire en sorte que tous les citoyens puissent jouir pleinement des libertés fondamentales prévues dans la déclaration des Droits de l'Homme. (*Applaudissements.*) Nous allons supprimer efficacement toute discrimination quelle qu'elle soit et donner à chacun la juste place que lui vaudra sa dignité humaine, son travail et son dévouement au pays.

Il conclut en annonçant que «l'indépendance du Congo marque un pas décisif vers la libération de tout le continent africain». Une autonomie politique formelle ne garantit pas la véritable indépendance que les pays africains n'ont toujours pas obtenue. Les problèmes de l'Afrique résident encore dans l'inégalité vis-à-vis des puissances mondiales et dans les politiques néo-coloniales assurées par les institutions internationales tels que l'ONU, la Banque mondiale ou le FMI. Mais dans les mouvements de révolte et d'indignation qui ne cessent de parcourir le continent africain, on se révolte aussi bien contre la France et les puissances coloniales que contre les dirigeants qui sont complices du gaspillage du continent. Pour eux et pour tous ceux qui veulent que la situation change, bien plus que les propos de Sarkozy ce sont encore les paroles prononcées par Lumumba qui fixent la tâche de l'avenir de l'Afrique: «Dans notre action pour la conquête de l'indépendance du Congo nous n'avons cessé de proclamer que nous étions contre personne, mais uniquement contre la domination, les injustices et les abus; et que nous voulions tout simplement nous libérer des entraves du colonialisme avec toutes ses conséquences» (Van Lierde, 1963: 11).

235

Primljeno: 1. jul 2012.

Prihvaćeno: 10. januar 2013.

Bibliographie

- Bazzan, Marco Rampazzo (2012), «La politisation des étudiants antiautoritaires. Émergence des espaces publics oppositionnels et «mentalité-guérilla» à Berlin-Ouest.» in Cahiers du GRM, n° 3: Des luttes étudiantes dans les années soixante en Europe Occidentale (Allemagne, France, Italie), printemps, EuroPhilosophie Editions.
- Benot, Yves (1969), *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, Maspéro.
- Courage, Sylvain, «Guinée, Bolloré, Sarkozy: l'affaire du port Conakry», *Le Nouvel Observateur* 23.03.2011, (internet), disponible sur <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20110323.OBS0123/guinee-bollore-sarkozy-l-embarrassante-affaire-du-port-de-conakry.html> (vu 1er mai 2012)
- Fanon, Frantz (2006), *Pour la révolution africaine*. Paris, La Découverte.
- Fonkoué, Jean (2009), *La parole dans la Tradition Philosophique africaine*, Paris, édition Manaibuc.

- Gassama, Makhily (éd.) (2008), *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*. Paris, Philippe Rey.
- Hegel, G.-W.-F (1965) [1822], *La raison dans l'histoire*. Paris, Plon.
- Hysecom, Eric et Sanogo, Kléna (2009), «Innovations et dynamiques créatives dans la pré-histoire africaine» in Adame Ba Konaré (ed.), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris: La Découverte.
- Labarthe, Gilles (2011), *Sarko l'Africain*, Paris, Hugo & Cie.
- Lumumba, Patrice (1959), *Africains levons-nous Discours de Patrice Lumumba*, 22 mars, Points p.17
- Memmi, Albert (1985), *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur*. Paris, Folio Gallimard.
- Nkrumah, Kwame (1963), *L'Afrique doit s'unir*. Paris, *Présence Africaine*.
- Nkrumah, Kwame (1965), «Le néo-colonialisme stade suprême de l'impérialisme», Paris, *Présence Africaine*.
- Proudhon, Pierre-Joseph (1841), *Qu'est-ce que la propriété? ou Recherche sur le principe du Droit et du Gouvernement*. Paris, Librairie du Prévot.
- 236 Sankara, Thomas (2007), *Thomas Sankara parle. La révolution au Burkina Faso 1983-87*, New York-Londres-Toronto-Sydney, Pathfinder.
- Sarkozy, Nicolas, «Discours à l'Université de Dakar», (internet), disponible sur <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/discours-a-l-universite-de-dakar.8264.html>, (vu 1er mai 2012).
- Sartre, Jean-Paul (1963): «La pensée politique de Patrice Lumumba», *Présence africaine*, 3.
- Van Lierde, Jean (1963), *La pensée politique de Patrice Lumumba, textes et documents recueillis et présentés par Jean Van Lierde*. Paris-Bruxelles, Ed. Présence africaine.
- Ziegler, Jean (1980), *Main basse sur l'Afrique. La recolonisation*, Paris, éditions du Seuil.
- Woods, John (1960), *Africa the roots of revolte*. London, Lawrence et Wishart.

Marko Rampaco Badzan

Nastajanje Lumumbine, Nkrumahove i Sankarine Afrike
ili o značaju posezanja za prošlošću radi suprotstavljanja dakarskom govoru

Apstrakt

Članak je proistekao iz studije koja je izvedena u okviru Grupe za materijalistička istraživanja, i za cilj ima kritiku neokolonijalne ideološke matrice koja stoji iza slavnog i kontroverznog govora koji je Nikola Sarkozy održao u Dakaru 2007. Stavovi bivšeg predsjednika Republike Francuske odmah su povezani sa kolonijalnim stereotipima (prema definiciji Alberta Memija, a potom dekonstruisani od Makili Gasama, bivšeg Sengorovog Savetnika, koji je u Uvodu u zbornik *Afrika odgovara Sarkoziju* ((La Fabrique, 2009) pozvao na ponovno ispitivanje ove stranice istorije. Taj poziv nije toliko upućen francuskoj desnici koliko francuskim i zapadnim elitama uopšte. Iako priznaje da je veliki deo afričkih političara učestvovao u stvaranju haosa na svom kontinentu, u njegovom raspačavanju i u ratovima koji ga uništavaju, on želi da se Sarkozijevom govoru suprotstavi rečima trojice najznačajnijih predstavnika panafrikanizma: Kwamea Nkrumaha, Patrise Lumumbe i Tomasa Sankara. Ova tri političara čvrsto su se suprotstavili neokolonijalnim ekonomskim

interesima koji stoje na putu istinske afričke nezavisnosti. Povrh toga, treba istaći da su zaboravljanje i potiskivanje patnji koje je donela kolonizacija, a što je na delu u zapadnim zemljama, znak da je većina njihovih stanovništava prihvata stanje stvari u Africi kao nešto što je na neki način prirodno. To prećutno prihvatanje predstavlja osnovni uslov svakodnevne reprodukcije pacifikatorskog diskursa nadmoćnog zapada. Afričke nevolje, otud, svoj uzrok nemaju toliko u stavu afričkog čoveka, koliko u sistemu ekonomske i ideološke dominacije koji osiguravaju međunarodne ustanove poput Ujedinjenih nacija, Svetske banke ili MMF-a.

Ključne reči neokolonijalizam, panafrikanizam, Kwame Nkrumah, Patris Lumumba, Tomas Sankara, zaduženost, nerazvijenost, dakarski govor, nezavisnost Afrike.